

## **Lycée Français de Bucarest « Anna-de-Noailles »**

Compte rendu de la réunion entre la délégation AEFÉ et  
Les membres du Comité de Gestion - 09 juillet 2009  
Dans les locaux du Lycée français de Bucarest Anna de Noailles.

### **Participants**

- Mission AEFÉ

M. Pierre FAVRE – chef de service Europe

M. Jean-Jacques ELBISSER – chef service immobilier - Agence Paris

- Administration

M. Michel LOSTANLEN

Mlle Patricia HUBERT

M. Henri LEBRETON

Mme Lucile BRUAND-EXNER

- Membres CG

M. Vincent BRIOT

M. Alexis GRESSIER

Mme Anne HEY

M. François MARCHAND

M. Philippe PLATON

- Invitée CG

Mme Cristina MAIER

- Secrétaire CG

Mme Lenka LE ROY

### **Point du jour : Analyse du projet- nouveau lycée français de Bucarest**

L'initiative de cette mission appartient à l'ambassadeur qui souhaite avoir l'avis de l'AEFE concernant le projet du nouveau lycée à Bucarest. Est-ce que le projet temporaire peut nous détourner du projet définitif!

Après la rencontre avec notre programmiste Yan Cheron (à Pekin) et la visite du site de Baneasa, M.Favré va nous faire part de quelques interrogations de l'agence sur le projet final et le projet provisoire

Présentation d'Alexis Gressier:

- Situation actuelle
- Projet définitif
- Projet temporaire

**Petit historique** : après un agrandissement du site Anna de Noailles, 3 ans de location

au lycée IL Caragiale, et 3 « mauvais » terrains, nous avons opté pour une location **provisoire** à Herastrau (on entame déjà la troisième année dans le provisoire !) pour des effectifs qui ont doublé en quatre ans : de 400 à 800 élèves !

### **Situation actuelle :**

- Site ADN – on limite les investissements lourds (sauf la mise aux normes pour la sécurité incendie)
- Site Herastrau – des problèmes de sécurités, plus un loyer très élevé
- capacité d'accueil très réduite, mais on ne refuse pas les élèves français (sauf PS), conformément a la convention avec l'AEFE. Donc, notre stratégie d'élargissement aux élèves roumains est mise en péril !
- pas de PS cette année - après visites de quelques villas l'idée est abandonnée - gestion difficile pour un troisième site, les conditions de sécurités requises ne sont pas remplies !
- une bonne partie des enfants de PS sont déjà inscrits dans d'autres écoles, roumaines, américaines, etc.!
- pour des raisons de sécurité alimentaire le CG a décidé d'arrêter le service de catering – cantine pour la rentrée de septembre 2009!

**Projet définitif :** après trois expériences infructueuses et des dépenses importantes concernant les terrains pour le futur lycée, le nouveau terrain arrive aussi avec deux problèmes sur le chemin critique

#### 1. l'accès !

- le PV de mise à disposition avec le Ministère de l'Intérieur stipule que l'Académie doit fournir l'accès, en réalité il n'existe pas et la perspective d'en avoir un dans les mois qui viennent est très faible
- les deux dernières réunions entre le président du CG, l'ambassadeur et le ministère de l'intérieur confirment que la seule façon d'accès c'est une voie parallèle à la DN1, exclu la rue Padina
- la contre allée implique des expropriations et un financement de 4 million d'euros ! qui les paye ?

#### 2. le financement

- pour le moment, le coût de la construction finale est estimé à 15 million d'euros HT – dont 2 mil de l'AEFE
- la BRD sera aussi à nos cotés (5 millions dans l'ancien projet!)
- on envisage la possibilité d'un partenariat public – privé
- entre l'accès, le financement et la construction il faut compter 4 à 5 ans avant l'aboutissement de ce projet

### **Projet temporaire :**

- l'analyse d'une solution temporaire a démarré en janvier 2009
- on a envisagé la location d'une école roumaine ou l'installation des modulaires dans la cour à Herastrau – les deux vite abandonnées
- on a identifié assez rapidement, à 400 m de la location définitive un terrain viabilisé avec un loyer pas très cher, dans la zone commerciale de Baneasa

C'est la solution qui répond à nos objectifs :

- un plus grand accueil des élèves roumains,

- sécurité acquise
  - et capacité d'autofinancement (à la hauteur du loyer de Herastrau)
- La solution du projet provisoire a été voté par le CG au mois de mars 2009 avec 9 voix pour et une abstention !

M. Pierre Favré pour l'AEFE

Par rapport à la situation actuelle l'agence se réjouit de l'élargissement de l'école à des enfants du pays, et comprend les difficultés d'accueil, d'où le besoin de garder en ligne de mire le projet de la construction définitive du nouveau lycée !

L'investissement est certes très lourd, il faut envisager un phasage, maintenir le secondaire à ADN et construire dans un premier temps le primaire.

Concernant le projet temporaire, la solution des modulaires est tout à fait envisageable mais le projet en lui même n'est pas convaincant, il y a des zones de risque :

- terrain trop petit pour 400 élèves
- avec un environnement défavorable
- comme l'école primaire est le point d'entrée,- entre l'aspect chantier et un budget élevé, on ne gagne pas en image
- les coûts – sans doute sous-estiment pour une solution provisoire (avec préfabriquées sur une dalle de béton), il y aura certainement d'autres coûts !
- juridiquement, pas très clair, ca fait peser une menace en plus sur la solution !
- plus la réaction des autorités roumaines, chercher un terrain en location après avoir reçu un terrain validé déjà par ordonnance du gouvernement et ratifié au parlement par un projet de loi !

En termes d'affichage il n'y a pas de cohérence!

Notre avis :

- Il faut s'agrandir OUI, mais
- chercher d'autres solutions provisoires
- attendre encore une année et voir les pronostiques pour la voie d'accès
- avoir un plan de financement plus précis

Alexis Gressier :

Tous ces aspects ont été pris en compte :

- on ne veut pas mettre l'ambassadeur dans une situation difficile
- notre objectif reste le projet définitif, mais il y a beaucoup de signes d'interrogations sur la durée de la réalisation de l'accès
- les coûts communiqués par les deux fournisseurs, le génie civil et les architectes ont été établis sur des calculs bien précis, pas des estimations ; de toute façon, par rapport à la situation actuelle on souhaite plutôt louer que investir, donc chercher des fournisseurs en locations au niveau des dépenses Herastrau
- avoir un plan financier plus détaillé- le calcul fait nous dit qu'on peut accueillir plus d'élèves roumains, donc plus d'écologistes !
- se rappeler que le contrat de Herastrau est un contrat limité, à visibilité d'un an et ça va tant que la crise est là ! mais le propriétaire a l'intention de construire aussi

sur le terrain de l'actuelle cours

- à 400 m du futur terrain on peut utiliser les installations sportives de l'Académie de Police (stade et piscine) – actuellement le budget transport et location stade est très important

C'est vrai que la configuration du terrain provisoire peut ressembler à un chantier mais c'est comparable à la Défense des années 70.

Le quartier est assez développé, zone commerciale, bureau et résidences cohabitent, sans oublier l'ambassade américaine qui s'y installe.

Le terrain final, actuellement entouré de verdure, ressemblera à la même chose dans quelques années ! Les gens qui revendiquent autour de l'Académie de Police sont intéressés de construire pas de laisser des espaces verts !

Pour le moment, l'entrée de septembre 2009 se fait à Herastrau et on va prendre le temps de réfléchir sur l'attractivité du terrain.

Concernant le bail de location, M. Favré souhaite savoir qui va le signer.

Actuellement, nous avons deux entités :

- l'APEG – (le contrat Herastrau est signé par le président de l'APEG)
- et la Fondation ADN (avec un important rôle immobilier)

On envisage de mettre en place une deuxième fondation pour l'exploitation du lycée en tant que gestionnaire et qui donnera plus de crédibilité juridique auprès des autorités roumaines

- plus les aspects fiscaux – (factures des écolages HT), qui permettrons la création d'un system de dons pour les entreprises !

Sans renoncer à l'APEG et son AG.

M. Favré remarque déjà une anomalie concernant les subventions accordées par l'AEFE au lycée !

- La fondation créée il y a 4 – 5 ans permet de limiter les risques d'un investissement immobilier, mais elle n'est pas habilitée à utiliser les aides de l'agence !
- A l'avenir la fondation n'a pas la possibilité de bénéficier des crédits mis à disposition par l'agence ; la subvention est attribuée à l'APEG, donc la fondation ne sera plus très utile !

On rappelle que dans la mécanique actuelle l'enseignement étranger doit être enregistré auprès des autorités roumaines

Le CG cherche à assurer dans le cadre de ces nouveaux statuts une structure reconnue par les autorités roumaines. Un avocat travaille sur la question.

M. Elbisser

- les 6 % sont pour financer la ponction publique sur 2. 3 ans
- à moyen terme l'AEFE devrait arriver à 100 enseignants expatriés sur 600 existants aujourd'hui ; 84 postes sont à rendre d'ici septembre 2009 !

Il rappelle aussi que l'interlocuteur principal de l'AEFE reste le proviseur (sur le plan éducationnel) et la gestionnaire comptable (financier)

M. Favré conclut :

- l'agence ne considère pas que la solution temporaire soit satisfaisante parce qu'elle s'éloigne trop de la solution définitive.
- donc pas de soutien moral mais OUI à un soutien technique, faire parvenir des logiciels qui permettent de passer d'une phase à l'autre du projet.

et il conseil de :

- travailler sur d'autres solutions provisoires avec une vue sur la solution finale
- avoir plus d'infos sur le terrain de l'Académie de police et prendre une décision après les résultats des démarches sur l'accès (l'ambassadeur a demandé au ministre des transports de nous soutenir)
- si points de blocage dans la solution finale alors il faut que la solution provisoire puisse devenir pérenne !

Pour le moment il sera cohérent de s'engager sur plusieurs aspects dans la solution définitive et faire un point fin septembre à l'AEFE avec la directrice de l'agence, le proviseur et le président du CG

Fin de la réunion 21h30